

Les principales décisions prises lors du dernier conseil municipal du 1er juillet 2025.



Les principales décisions prises lors du dernier conseil municipal du 1er juillet 2025.

Subvention exceptionnelle au Tennis club de la Save – compensation pour l'installation d'un système de sécurité au club-house. Face à la recrudescence des vols et dégradations dont il est l'objet, le club de tennis – avec l'accord de la mairie – a décidé l'installation d'un système d'alarme. Pour couvrir l'investissement, le conseil municipal vote une subvention exceptionnelle de 413 € au club.

Fonds de concours pour l'école provisoire à la Communauté de communes du Savès – participation 2025. La ville contribue au projet de rénovation de l'école de Samatan à travers un fonds de concours représentant 20% du projet. Montant total à répartir sur trois exercices de fonctionnement (2024 à 2026) : 537 600 €. Après un premier versement à la Communauté de communes de l'ordre de 140 000 €, la somme à verser pour 2025 s'élève à 260 000 €.

Proposition d'évolution du mode de gestion du Village vacances : projet de réhabilitation et extension/plan de financement/nouvelles modalités d'exploitation (passage en bail commercial). Depuis le 1er juin 2007, le village vacances est géré via une délégation de service public. Consciente de l'atout de posséder dans son territoire un tel outil de promotion du tourisme, la ville entend moderniser l'existant, augmenter la capacité de logements (construction à proximité du bâti actuel car le reste de la base de loisirs se situe en zone inondable) et développer des activités afin d'accroître la fréquentation. Pour ce faire, une évolution juridique est indispensable. Ainsi, il est envisagé le schéma suivant :

- La commune serait l'autorité organisatrice du service et resterait propriétaire du domaine et des équipements.
- La Société publique locale Agence régionale de l'aménagement et de la construction (Arac Occitanie), à travers la mise en place d'un marché de partenariat confié par la ville, serait chargée de la maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation/extension du centre vacances, du financement des travaux et de la gestion patrimoniale du site pendant la durée du marché (de l'ordre de 30 ans) ;
- Miléade (opérateur actuel) – ou une société tierce – exploiterait le village rénové dans le cadre d'un bail commercial (durée ferme de 12 ans)

Le plan de financement serait le suivant : la commune percevrait le loyer à travers le bail commercial. Il servirait à rembourser les investissements consentis pour la réhabilitation/modernisation et l'extension, pour les besoins en maintenance et pour payer les honoraires de l'Arac.

« Ce bail va clarifier les responsabilités et les financements, assure Érick Constensou, adjoint en charge de la planification de l'urbanisme, des infrastructures et des grands projets. Car, il faut rappeler que ce Village vacances n'est pas un service public. »

Devant l'ampleur des sommes à engager (environ 5,5 millions d'€), les partenaires publics vont être sollicités dès la rentrée de septembre pour espérer un début des travaux fin 2026.

Le conseil a décidé le principe d'engager l'opération, de solliciter des partenaires financiers et d'établir une division cadastrale afin de délimiter l'emprise du Village vacances.